

Le Vaucluse peut-il absorber le Nord des Bouches-du-Rhône ?

L'hypothèse, qui ferait son chemin, est plutôt bien perçue par les élus d'ici

La semaine dernière dans nos colonnes (notre édition du 9 février), Bernard Reynès, député LR de la 15^e circonscription des Bouches-du-Rhône et ex-maire de Châteaurenard, s'alarmait d'un éventuel rattachement du pays

d'Arles, un pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) divisé en trois intercommunalités, au département de Vaucluse. Du moins sa partie septentrionale. Une hypothèse avancée par Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre de l'Intérieur, lors d'un

entretien avec l'élu châteaurenardais, alors que le pays d'Arles dans son ensemble refuse d'être intégré à la future métropole Aix-Marseille-Provence, dont l'avènement entraînera la disparition du "13". Trois élus vauclusiens lui répondent. **Laurent RUGIERO**

MAURICE CHABERT Président du Conseil départemental

"C'est dans cet esprit-là qu'on travaille"

"Le problème du Nord des Bouches-du-Rhône, c'est que pendant des années, il a profité des dotations d'un Département très riche et n'a ainsi jamais voulu entrer dans le Grand Avignon. Les raisons de ce refus étaient donc essentiellement financières. Mais aujourd'hui, il faut être logique, si le Département de Vaucluse peut se développer, ce sera grâce aux communes des Bouches-du-Rhône. Il faudrait même que les communes du Gard rhodanien entrent elles aussi dans le Vaucluse. Après, cela sera décidé à Paris, mais c'est dans cet esprit-là qu'on travaille. Il faut que le Département de Vaucluse soit le catalyseur des communes urbaines des bords du Rhône et de la Durance. L'entrée du Nord des Bouches-du-Rhône, c'est la logique et le bon sens qui la com-



Maurice Chabert, président du CD 84.

/PHOTOS JÉRÔME REY

mandent. Aujourd'hui, Bernard Reynès, qui a toujours refusé de rejoindre le Grand Avignon quand il était maire de Châteaurenard, reste sur la même ligne. Mais à l'époque, on ne parlait pas encore de mé-

tropole.

Si les élus du pays d'Arles ont peur de la métropole, qu'ils viennent avec nous ! Nous, on ne les mangera pas ! Et on travaillera bien ensemble."

JEAN-MARC ROUBAUD Président du Grand Avignon

"La logique des bassins de vie est la seule qui vaille"

"Il y a aujourd'hui des logiques de bassin de vie qui s'affranchissent des limites administratives que l'on connaît pour les départements et les régions.

La problématique du Nord des Bouches-du-Rhône est exactement la même que celle de l'Est du Gard, qui est clairement tourné vers Avignon. Un rattachement serait donc pertinent et ne ferait qu'entériner une réalité. Maintenant, je ne sais pas si les esprits sont mûrs pour organiser le redécoupage des départements. Mais ce sont des questions qui méritent d'être posées.

Et je le répète, la logique des bassins de vie est la seule qui vaille aujourd'hui. Les chiffres de l'Insee le démontrent, il ne s'agit pas d'une vue de l'esprit."



Jean-Marc Roubaud trouve cela logique.

HERVÉ CHÉRUBINI PRÉSIDENT DE LA CCVBA

"Je n'ai pas plus envie de payer le tram d'Avignon que le métro de Marseille"



Pour Hervé Chérubini, maire de Saint-Rémy et président de la communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles le Pays d'Arles n'a pas vocation à rejoindre le département du Vaucluse, pas plus que la Métropole. /PHOTO J.R.

Hervé Chérubini a réagi à la lecture du dossier réalisé par l'édition de La Provence Avignon. Categorical, et remonté.

"C'est extraordinaire, c'est comme si je disais que le nord des Bouches-du-Rhône allait annexer une partie du Vaucluse, sans contacter les personnes intéressées."

La volonté de Jean-Marc Roubaud d'étendre le Grand Avignon vers le sud, voilà une donnée qui était connue. Mais que le président du Département de Vaucluse, Maurice Chabert, "travaille dans l'esprit d'absorber" le nord des Bouches-du-Rhône, cela fait bondir le maire de Saint-Rémy de Provence et président de la communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles (CCVBA).

"Roubaud et Chabert veulent découper le pays d'Arles en morceaux, mais je n'ai pas plus envie de payer le tram d'Avignon que le métro de Marseille, lâche-t-il. Ma position, qui n'est pas que la mienne puisqu'elle a été votée à l'unanimité (le 18 décembre dernier par les élus du territoire, Ndlr), c'est l'autonomie du pays d'Arles."

Et son intégrité, aussi. "Je suis vraiment surpris par les déclarations du président du Conseil départemental du Vaucluse, et quand il dit qu'il travaille sur l'avenir du nord de notre département, la moindre des choses serait d'associer les élus de ce territoire", conclut le maire de Saint-Rémy.

J.-F. CÉSARINI

"Une interco unique est prioritaire"

Député LREM de la 1^{re} circonscription, Jean-François Cesarini est co-rapporteur de la mission d'information pour "une nouvelle étape de la décentralisation en faveur des territoires". Il se défend de militer pour l'intégration du Pays d'Arles au Vaucluse.

■ Bernard Reynès a implicitement laissé entendre qu'en tant qu'élu de la majorité présidentielle, vous œuvriez pour l'absorption du pays d'Arles par le Vaucluse...

"On n'en est vraiment pas là. Et ça ne m'a d'ailleurs jamais traversé l'esprit. Pour l'heure, on a acté que les communes du pays d'Arles ne voulaient pas entrer dans la métropole, et qu'elles ont entamé une procédure pour se rassembler en une seule intercommunalité. Je pense que c'est vraiment la bonne décision. Cette intercommunalité devra être la plus forte possible et ils doivent la faire le plus rapidement possible. Je pousse pour ça."

■ Après la création de la métropole, le Pays d'Arles, qui souhaite récupérer les compétences du Département des Bouches-du-Rhône, va se retrouver isolé...

"Aujourd'hui, le débat est là. On sait qu'une loi va arriver pour les métropoles avec lesquelles on va fusionner le Département, comme à Lyon, par exemple, où c'est déjà fait (avec le Rhône, ndr.). On est en phase de réflexion avec le gouvernement, car on ne va pas faire une loi rien que pour Arles. Et comme la question va se poser aussi dans d'autres départements où la taille de la métropole, trop modeste, ne va pas permettre la fusion, où il va rester des petits bouts de département, il va falloir plancher sur une loi spécifique à ces cas. Est-ce qu'il faut rattacher au département d'à côté, où est-ce que cette intercommunalité doit prendre les prérogatives du Département ? Rien n'est tranché, et je n'ai pour ma part exprimé aucun avis. Mais dans les deux cas, ce qui compte aujourd'hui, c'est d'avoir une vraie interco du Pays d'Arles forte et structurée. C'est ma seule volonté."



Jean-François Cesarini planche sur une nouvelle décentralisation. /PHOTO R.J.

C.V.